

Avis d'appel d'offre public

La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH,
Coopération allemande au développement en Mauritanie,
cherche
Un bureau d'études national
pour
effectuer une étude sur la modélisation en vue de l'élaboration de la stratégie de
développement à long terme à faible émission (LT-LEDS)

Lieu de travail : Nouakchott

Durée et période de la prestation : 09.06.2025. au 31.10.2025

Délai de soumission de l'offre : 27.05.2025

Termes de Références

1. Contexte

La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH met en œuvre le projet global de « **Soutien à la mise en œuvre de l'Accord de Paris** » (SPA pour son acronyme en anglais) sur mandat du Ministère Fédéral Allemand de l'Économie et de l'Action Climatique (BMWK pour son acronyme en allemand) et du Ministère Fédéral Allemand des Affaires Etrangères (AA pour son acronyme en allemand). Le projet vise à aider les pays à atteindre leurs Contributions Déterminées au niveau National (CDN), à poursuivre leurs Stratégies de développement à faible émission de carbone à long terme (LT-LEDS) et à mettre en place des systèmes nationaux pour mesurer et rendre compte de leurs émissions de gaz à effet de serre grâce à des conseils techniques, à concevoir des plateformes pour favoriser le dialogue politique et l'apprentissage mutuel et à soutenir les pays dans le renforcement de leurs capacités et la diffusion des connaissances.

S'appuyant sur ses plans et stratégies existants en matière de climat et de développement durable et tenant compte des engagements climatiques à venir en cours d'élaboration, **la Mauritanie cherche maintenant à élaborer une stratégie de développement à long terme à faibles émissions (LT-LEDS)** pour 2050 qui permettrait une vision intégrée, commune et partagée d'une société et d'une économie résilientes et neutres sur le plan climatique. Pour atteindre cet objectif, la Mauritanie a demandé un soutien par le biais de l'appel thématique du NDC Partnership pour :

- 1) **Résultat 1** : mettre en place un processus institutionnel et technique et un plan de travail pour la création des LT-LEDS ;
- 2) **Résultat 2** : élaborer le document des LT-LEDS lui-même ;
- 3) **Résultat 3** : créer un plan d'action avec des mécanismes spécifiques pour faciliter la gouvernance, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des LT-LEDS ;
- 4) **Résultat 4** : élaborer un plan de partenariat et de mobilisation des ressources pour les LT-LEDS (les résultats 3 et 4 sont ci-après dénommés « plans d'opérationnalisation »).

Le projet SPA de la GIZ, a répondu à cette demande et a offert son soutien et son accompagnement dans ce processus, au nom du BMWK.

Le LT-LEDS nécessite une base scientifique solide pour fixer des objectifs globaux et sectoriels et identifier des options viables d'atténuation et d'adaptation. Le processus d'élaboration du LT-LEDS doit également être transparent, inclusif et ouvert, avec la participation d'experts locaux, ainsi que de représentants nationaux du secteur, de la société civile et du secteur privé.

2. Mission du contractant

Le contractant national est responsable de fournir les prestations suivantes :

- Coordination avec le projet SPA, la GIZ Mauritanie, les consultants internationaux de NewClimate Institute et Adelphi, les partenaires locaux et les autres organisations de mise en œuvre soutenant la requête mauritanienne, si nécessaire,

pour fournir un ensemble de mesures de soutien cohérent (y compris la coordination avec d'autres organisations soutenant actuellement le développement de la CDN 3.0 de la Mauritanie :).

- **Élaboration de scénarios économiques et d'émissions de GES** qui identifient les trajectoires possibles pour l'économie nationale jusqu'en 2050 (par exemple, BAU, scénario plus ambitieux, neutralité carbone) pour les **secteurs de l'énergie, de l'agriculture, de la foresterie et des autres utilisations des terres (AFOLU / AFAT), des transports (inclus dans l'énergie), des bâtiments (chauffage, climatisation, cuisson), des procédés industriels et de l'utilisation des produits (IPPU) et des déchets** ; tout matériel et données pertinents préexistants doivent être pris en compte, et si nécessaire, des ateliers initiaux (virtuels) avec les parties prenantes concernées en coordination avec les acteurs nationaux et internationaux doivent être envisagés.
- **Préparation des courbes de réduction des émissions de GES et modélisation macroéconomique** pour les secteurs susmentionnés en Mauritanie (horizon 2050).
- **Définition des mesures d'atténuation pour les secteurs susmentionnés**, notamment par le biais d'un atelier intersectoriel (virtuel) avec les parties prenantes concernées. Tout matériel et données pertinents préexistants doivent être pris en compte, en coordination avec les acteurs concernés.

Phase 2

- **Calcul des coûts des mesures d'atténuation pour les secteurs susmentionnés.**
- **Analyse coûts-avantages** : Estimation de la relation entre les coûts prévus et les avantages potentiels de la réduction des émissions / de la mise en œuvre de mesures d'adaptation ; calcul des coûts de l'inaction ; estimation des implications socio-économiques (par exemple, création d'emplois).
- **Calcul des besoins d'investissement potentiels par secteur** pour atteindre la neutralité climatique sur la base d'activités de modélisation.
- Préparation (et si possible facilitation) d'ateliers (virtuels) spécifiques à chaque secteur pour valider les mesures d'atténuation avec les principaux acteurs des secteurs susmentionnés en Mauritanie. L'identification des parties prenantes et la logistique seront prises en charge par la GIZ Mauritanie et ne relèveront pas de la responsabilité du contractant ; la coordination avec le contractant sur ces aspects aura lieu en fonction des besoins.
- Présentation et remise des produits et adaptation après révision par NewClimate Institute, Adelphi et du gouvernement mauritanien, si nécessaire.
- Gestion du projet et gestion financière conformément aux conditions générales de la GIZ.

Jalons / étapes du processus / prestations partielles	Date / lieu / responsable
Élaboration de scénarios économiques et d'émissions qui identifient les trajectoires possibles pour l'économie nationale jusqu'en 2050 (BAU, scénario plus ambitieux, neutralité carbone) pour les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, de la foresterie et des autres utilisations des terres (AFOLU), des transports, des bâtiments, des procédés industriels et de l'utilisation des produits (IPPU) et des déchets.	

Courbes de réduction des émissions de GES et modélisation macroéconomique	
Définition des mesures d'atténuation et de leurs coûts pour les secteurs susmentionnés	
Analyse coûts-avantages et calcul des besoins d'investissement potentiels par secteur	
Ateliers sectoriels de validation	

Durée de la mission : du **09.06.2025 au 31.10.2025**.

3. Conception

Le soumissionnaire doit montrer dans son offre *comment* les prestations mentionnées au chapitre 2 (Mission du contractant) peuvent être fournies, le cas échéant en tenant compte d'autres exigences méthodologiques (conception technique et méthodologique). Le soumissionnaire doit en outre décrire de quelle manière sera organisée la gestion du projet pour la fourniture de prestations.

Conception technique et méthodologique

Stratégie (1.1) : le soumissionnaire doit aborder les tâches lui incombant en se plaçant dans le contexte des objectifs des prestations faisant l'objet de l'appel d'offres (cf. chapitre 1 « Contexte ») (1.1.1). Ensuite, le soumissionnaire présente et justifie la stratégie explicite qu'il entend mettre en œuvre pour fournir les prestations dont il assume la responsabilité (cf. chapitre 2 « Mission du contractant ») (1.1.2).

Le soumissionnaire doit présenter les acteurs importants pour les prestations dont il aura la responsabilité et décrire la **coopération (1.2)** avec ces acteurs.

Le soumissionnaire doit présenter et expliquer l'approche et la démarche qu'il entend adopter pour **piloter** les mesures avec les partenaires du projet (1.3.1) ainsi que sa contribution au **suivi des résultats** (1.3.2).

Le soumissionnaire doit décrire les **processus** essentiels des prestations dont il aura la responsabilité et établir un **plan d'opérations** ou un planning d'exécution (1.4.1) montrant comment les prestations définies au chapitre 2 (Mission du contractant) seront fournies. Dans ce contexte, il lui est demandé de décrire notamment les étapes de travail nécessaires et de prendre le cas échéant en compte les jalons et les **contributions** d'autres acteurs (prestations de partenaires) conformément au chapitre 2 « Mission du contractant » (1.4.2).

Le soumissionnaire doit décrire au point « **Apprentissage et innovation** » comment il entend contribuer à la gestion des connaissances du partenaire (1.5.1) et de la GIZ et encourager les effets de mise à l'échelle (1.5.2).

Gestion de projet du contractant (1.6)

Le soumissionnaire doit expliquer l'approche et la démarche qu'il entend adopter pour la coordination de ses activités avec le projet de la GIZ. Il doit notamment indiquer les exigences en matière de gestion de projets figurant au chapitre 2 « Mission du contractant ».

Le soumissionnaire doit établir et expliquer un **planning d'affectation du personnel** pour l'ensemble du personnel spécialisé qu'il prévoit de mettre en place ; ce planning devra illustrer les durées d'intervention (périodes et jours d'expert-e) et les lieux d'intervention des différents membres de l'équipe et les affecter aux étapes mentionnées dans le planning d'exécution.

Autres exigences (1.7)

4. Concept de ressources humaines

Le soumissionnaire doit proposer des personnels pour les postes mentionnés ci-après et décrits en termes de tâches et de qualifications et joindre les curriculum vitæ correspondants (cf. chapitre 7).

Les qualifications énumérées ci-après correspondent aux exigences permettant d'atteindre le total maximal de points dans le cadre de l'évaluation technique.

Direction de l'équipe

Tâches de la direction de l'équipe

- Responsabilité globale pour les lots de prestations de conseil fournies par le contractant (qualité et respect des délais).
- Coordination et garantie de la communication avec la GIZ, les partenaires et les autres parties prenantes du projet.
- Gestion du personnel, notamment identification des besoins en missions de courte durée dans le cadre du budget disponible, planification et pilotage des interventions et encadrement des expert·e·s locaux·ales et internationaux·ales en mission de courte durée.
- Établissement régulier de rapports dans les délais requis.
- Assurer la cohérence et la complémentarité des services du contractant avec les autres services fournis par le projet au niveau local et national.
- Contrôle de la qualité des produits générés par l'équipe.
- Présentation et remise des produits et adaptation après révision par NewClimate Institute, Adelphi et le gouvernement mauritanien.

Qualifications requises pour la direction de l'équipe

- Formation (2.1.1) : Avoir au moins un BAC+5 dans le domaine des Études environnementales, énergies renouvelables, économie de l'environnement, sciences naturelles, gestion des ressources naturelles, conservation de la nature, géographie, sciences politiques ou un domaine connexe.
- Langue (2.1.2) : Maîtrise de la langue française est requise. Une connaissance de l'anglais est souhaitable mais pas obligatoire.
- Expérience professionnelle générale (2.1.3) : Au moins 10 années d'expérience dans le secteur de modélisation pour les politiques climatiques.
- Expérience professionnelle spécifique (2.1.4) : 5 années en analyse de l'atténuation du changement climatique. Une expérience avec le système logiciel LEAP ou GACMO est souhaitée.
- Expérience de direction / de management (2.1.5) : 10 années d'expérience de direction comme chef·fe d'équipe dans des projets ou cadre de direction en entreprise ou institution académique.
- Expérience régionale (2.1.6) : 2 années d'expérience dans des projets en Afrique, dont 1 an dans des projets menés en la Mauritanie.
- Expérience dans le domaine de coopération au développement (2.1.7) : 2 années d'expérience dans des projets de CD.
- Expérience dans des missions de courte durée, composé d'au moins un et de sept expert·e·s au maximum en mission de courte durée

On calcule pour l'évaluation de la partie technique une moyenne des qualifications de tou·te·s les expert·e·s du pool indiqué·e·s. En vue de l'évaluation, veuillez envoyer pour chaque membre du pool un CV (cf. chapitre 7 « Consignes relatives au format de l'offre »).

Tâches relevant du pool d'expert·e·s en mission de courte durée

Coordonner la composante d'atténuation concernant les secteurs de l'énergie, de l'agriculture, de la foresterie et des autres utilisations des terres (AFOLU / AFAT), des transports, des bâtiments, des procédés industriels et de l'utilisation des produits (IPPU) et des déchets, ce qui inclut :

- La préparation de scénarios d'émissions Business as Usual (BaU), en tenant compte de tout matériel pertinent préexistant et, si nécessaire, un atelier initial (virtuel) avec les parties prenantes concernées en coordination avec le gouvernement mauritanien devrait être organisé.
- Préparation participative de scénarios de changement climatique (idéalement, en accord avec les scénarios RCP 2.6 et 8.5 en termes quantitatifs ainsi qu'en termes

qualitatifs avec les SSP) pour identifier les impacts possibles des mesures d'atténuation du changement climatique dans les secteurs d'atténuation spécifiés.

- Définition des mesures d'atténuation, notamment par le biais d'un atelier intersectoriel (virtuel) avec les parties prenantes concernées.
- Préparation technique d'un atelier (virtuel) sectoriel pour valider les mesures d'atténuation avec les principaux acteurs des secteurs.
- Préparation des courbes de réduction des émissions par secteur.

Qualifications requises pour le pool d'expert·e·s en mission de courte durée

- Formation (2.6.1) : 1-3 expert·e·s titulaires d'un diplôme universitaire (BAC+5) en Foresterie, sciences forestières/écologie, études agricoles/économie, sciences de l'environnement, gestion des ressources naturelles ou un domaine connexe. ; 1-3 expert·e·s titulaires d'un diplôme universitaire (BAC+5) en Sciences naturelles, études environnementales, économie/ingénierie environnementale, technologie énergétique / énergie renouvelable, gestion des ressources naturelles, ingénierie industriel/mécanique ou un domaine connexe.
- Langue (2.6.2) : Maîtrise de la langue française. Une connaissance de niveau B1 en anglais / anglais académique est souhaitable mais pas obligatoire.
- Expérience professionnelle générale (2.6.3) : au moins 1 expert·e·s ayant 5 années d'expérience dans le secteur de l'atténuation du changement climatique.
- Expérience professionnelle spécifique (2.6.4) : 1-2 expert·e·s ayant chacun·e 3 années d'expérience en modélisation de l'atténuation du changement climatique, en particulier dans le secteur AFOLU ; 1-2 expert·e·s ayant chacun·e 3 années d'expérience en modélisation de l'atténuation du changement climatique, en particulier dans les secteurs de l'énergie, IPPU et des déchets. Une expérience avec le système logiciel LEAP ou GACMO est souhaitée.
- Expérience régionale (2.6.5) : Afrique, de préférence en Mauritanie et/ou dans les pays voisins.
- Expérience dans le domaine de la coopération au développement (2.6.6) : au moins 2 ans d'expérience dans des projets de DC.

Le soumissionnaire doit affecter les expert·e·s en mission de courte durée objet de l'offre aux différentes tâches en fonction de leurs qualifications et présenter ces informations de façon claire.

5. Consignes de calcul

Cadre estimatif détaillé

Jours d'honoraires	Nombre d'expert·e·s	Nombre de jours par expert·e	Total	Observations
Désignations : chef·fe d'équipe / expert·e clé / pool d'expert·e·s en mission de courte durée	1	20	20	
Désignations : pool d'expert·e·s en mission de courte durée	1-7	En fonction du nombre total d'experts	20-140	

6. Consignes relatives au format de l'offre

La structure de l'offre du soumissionnaire doit correspondre à celle des TdR. Notamment le plan détaillé de la conception (chapitre 3) doit correspondre à la structure des critères pondérés (et non dotés d'un facteur de pondération 0) du schéma d'évaluation. L'offre doit être

facile à lire (police de taille 11 ou supérieure) et être rédigée de manière intelligible. Elle est à établir en français.

L'offre dans son ensemble ne doit pas excéder 10 pages (CV non inclus). Si le nombre maximum de pages prescrit est dépassé, le contenu des pages en surnombre ne sera pas pris en compte dans l'évaluation. Les contenus externes (tels que les liens conduisant à des pages web) ne seront pas non plus pris en compte.

Veuillez calculer précisément votre offre de prix sur la base des paramètres indiqués au point 5 « Consignes de calcul ». Le contrat qui sera conclu n'ouvre pas droit à l'utilisation de l'ensemble des journées, ateliers ou budgets. Le nombre de journées, ateliers et le montant des budgets sont convenus à titre de plafonds. Les prescriptions relatives à la fixation des prix figurent dans le bordereau de prix.

7. Procédure de sélection

Les soumissionnaires sont invités à soumettre une offre technique et une offre financière conformes au cahier des charges et comme décrit ci-dessous. Les offres incomplètes ou ne respectant les instructions seront exclues. Le marché sera attribué au soumissionnaire ayant obtenu la note la plus élevée après combinaison des notes techniques (70%) et financières (30%). Les offres seront ouvertes à huis clos par la GIZ le plus tôt possible après la clôture des réceptions de dossiers.

8. Consignes relatives à l'envoi des offres

Les candidats intéressés par le présent appel d'offres pourront acquérir le dossier d'appel d'offres (TDRS, Schéma d'évaluation technique, Schéma d'évaluation de l'aptitude, conditions générales et annexes) sans frais au près du bureau de la GIZ Mauritanie, Ilot V 22, Tel : 00 222 45 25 67 25 au plus tard le **23.05.2025 à 11h30**.

Jusqu'au **23.05.2025**, toutes questions de clarification doivent être formulées en français à l'adresse électronique suivante Email : MR_Quotation@giz.de . L'objet du courriel doit être intitulé comme suit : **DAO – N° 83488380 Etudes sur la modélisation en vue de l'élaboration de la stratégie de développement à long terme à faible émission (LT-LEDS)**.

Les offres rédigées en français doivent être facile à lire (ARIAL, taille de police 11) et clairement formulées. Elles doivent être envoyées en format PDF à l'adresse électronique suivante : MR_Quotation@giz.de au plus tard le **27.05. 2025 à 23h59**. **Les dossiers envoyés hors délai ne seront pas recevables.**
Les contenus externes (tels que les liens conduisant à des pages web) ne seront pas pris en compte

Les offres doivent être envoyées **en 2 courriels séparés** à l'adresse MR_Quotation@giz.de au plus tard à la date limite fixée dans l'avis d'appel d'offres avec pour objet mentionnant le numéro de l'appel d'offre :N° 83488380 suivi par la mention respective « offre technique ou « offre financière » et contenir les documents mentionnés ci-dessous.

9. Pièces constitutives de l'offre technique

- I. 1 document format PDF pour le dossier administratif :

Portant le nom du cabinet et la mention « Dossier administratif », le fichier doit contenir (dans l'ordre) les documents suivants :

- Min. 2 projets de références dans le domaine de la consultations sectorielles (dans les trois dernières années) qui prouvent un volume minimum de 718.000 MRU (cf. schéma d'aptitude)
- Attestation de régularité fiscale (récente moins de 3mois, cf. schéma d'aptitude)
- Numéro d'identification du prestataire (NIF) ;
- Code de conduite paraphé et tamponné ;

- Min. une équipe de 5 personnes
 - Relevé d'identité bancaire (RIB)
- II. 1 document en format PDF pour le dossier technique correspondant aux exigences méthodologiques du chapitre (3) .

L'offre technique à envoyer dans un courriel avec objet « N° 83488380 offre technique » à l'adresse MR_Quotation@giz.de est composée de :

10. Pièces constitutives de l'offre financière

L'offre financier à envoyer dans un autre courriel avec objet « N°83488380 offre financière » à l'adresse MR_Quotation@giz.de

L'offre financière doit inclure les honoraires des experts (consigne de calcul) ;

Tous les prix sont exprimés en MRU, hors taxe.

Les prix offerts à la soumission, tels acceptés par la GIZ et ayant fait objet d'un contrat par la suite entre la GIZ et une entreprise, sont fermes et non révisables.

L'absence de l'une des pièces ci-dessus peut entraîner la disqualification de l'offre.

L'envoi de l'offre technique et financière dans un seul et même mail entraîne la disqualification de l'offre.

Le délai de soumission de l'offre expire le 27 mai 2025